



La construction de ce tout nouveau système informatique de gestion des agents publics est prévue pour 2020. L'annonce a été faite dans le document d'orientation budgétaire (DOB) qu'il vient de soumettre à l'Assemblée nationale.

Selon ledit document, grâce à l'achèvement du Sigipes II, la rationalisation des dépenses de personnels au cours de trois prochaines années sera centrée principalement sur l'assainissement du fichier solde de l'État, l'amélioration de la gestion des ressources humaines et du système d'information y relatif. Cela permettra la maîtrise de la dette salariale, ainsi que l'organisation de la fonction publique locale.

Le gouvernement appelle de tous ses vœux l'avènement du Sigipes II parce que, dit-il, la dernière opération de comptage physique du personnel de l'État (COPPE 2018) a permis de relever l'existence de nombreux dysfonctionnements dans la gestion actuelle des ressources humaines. Ces dysfonctionnements concourent entre autres à une maîtrise insuffisante du phénomène d'affectation, de mobilité entre les ministères, d'abandons des postes et de décès non déclarés.

« Ces constats mettent en lumière les insuffisances du dispositif actuel (contrôles et rapports hiérarchiques) de la gestion des ressources humaines. De même, le système informatique de GRH (le dispositif couplé Sigipes/Antilope) n'est plus suffisant pour assurer une gestion

sécurisée du personnel de l'État », explique le DOB. « Il se pose en outre le problème de base de données permettant une bonne analyse des informations historiques sur le personnel et la solde, ce qui rend difficiles les études rétrospectives permettant de mieux formuler les politiques salariales », peut-on y lire.

Mais il faut relever que le projet Sigipes II devait être opérationnel au Cameroun depuis 2016. Michel Ange Angouing, ex-ministre de la Fonction publique, en avait fait la promesse en 2014. Constatant des retards dans la livraison de ce système informatisé qui a englouti 7,67 milliards FCFA octroyés par l'Union européenne, Philémon Yang, ancien Premier ministre, a commandé un audit le 30 mars 2017.

Yaoundé, que : « s'agissant du Sigipes II, un travail a été fait et les conclusions ont été transmises à qui de droit, et nous attendons les nouvelles orientations de la hiérarchie à cet effet », a indiqué l'actuel ministre de la Fonction publique, Joseph Lé, au cours d'un Comité interministériel d'examen des programmes (Ciep), le 17 août 2018 à Yaoundé.
